

République Centrafricaine
Unité – Dignité- Travail



SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME DU
SECTEUR DE LA SECURITE

THEME : “SITUATION DU DDR”

Présentateur : Mr NDJAYE SAKANOKO
Secrétaire Exécutif de la CNPDR

Bangui du 14 au 17 avril 2008

Table des matières :

1. Introduction	page 3
2. Définitions synthétiques du DDR	page 4- 5
2.1 Désarmement	page 4
2.2 Démobilisation	page 4
2.3 Réinsertion et Réintégration	page 4-5
3. Cadre de mise en œuvre d'un programme DDR	page5-7
4. Objectifs et résultats attendus d'un programme de DDR	page 7-8
5. Contexte spécifique de la République Centrafricaine	page 8
6. Principaux résultats des programmes antérieurs de DDR et du PRAC au 28 février 2007	page8-10
7. Enjeux, défis, perspectives et atouts	page 10-12
8. Conclusion.	Page 12

1. Introduction :

Durant les quinze dernières années, la République Centrafricaine a été le théâtre d'une série de crise militaro-politique et témoin des conflits -souvent très peu médiatisés-, qui a complètement détruit le tissu socio-économique du pays, déstabilisé ses systèmes de sécurité et engendré une insécurité généralisée, qui a créé une situation de paix instable et fragile.

Cependant, les conclusions des assises du Dialogue National de 2003, avaient recommandé la restauration de la sécurité sur toute l'étendue du territoire, c'est dans ce contexte que la lettre de Politique générale du Gouvernement en matière de défense globale et du processus DDR, a permis de mettre en œuvre des projets post conflictuels, dont le projet de réinsertion des ex combattants et d'appui aux communautés (PRAC) afin de contribuer au retour de la stabilité, de la relance des activités socio-économiques, de la restauration de la sécurité, de l'organisation des élections, et de consolidation de la paix, de manière durable, en République Centrafricaine.

Toutefois, il est nécessaire et judicieux, après un conflit, de veiller à inclure le désarmement des ex combattants, et idéalement de la communauté dans son ensemble, dans les conditions de l'accord de paix. Car c'est un facteur nécessaire pour rétablir la paix et la sécurité qui constituent, elles mêmes, des préalables à la croissance durable et à la réduction de la pauvreté.

Ce présent document a été rédigé dans le cadre de l'organisation du Séminaire National de la Réforme du Secteur de la Sécurité, et présente le thème " situation du DDR" en vue de favoriser une compréhension commune du processus itératif et interlié du DDR au RSS. Aussi, il rappelle et donne des éclaircissements sur les spécificités locales ainsi que les enjeux, les défis et les perspectives qui s'offrent au pays à travers la mise en œuvre de la RSS, qui dans le cadre de la transformation et de mutation des forces de défense et de sécurité, utilisera le DDR, comme un outil de gestion de conflit performant et efficace au respect des normes d'un état de droit.

2. Définitions synthétiques du DDR :

Généralement, après une période de conflit ou dans le cadre d'une initiative de la réforme des systèmes de Sécurité, le Gouvernement du pays met en œuvre, un programme de DDR, dans le cadre général du relèvement. Un programme de DDR comprend en principe quatre étapes fondamentales qui sont : le Désarmement, la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration des ex combattants.

2.1 Le Désarmement :

Le Désarmement signifie la collecte, la documentation, le contrôle et la destruction des armes de petit calibre, des munitions, des explosifs et des armes légères et lourdes aux mains des combattants et souvent de la population civile. Il implique également le développement de programme pour une gestion responsable des armes.

2.2 La Démobilisation :

La Démobilisation est le processus formel de contrôle du désenrôlement des combattants actifs de l'armée officielle ou d'autres groupes armés. La première étape de la démobilisation peut aller du rassemblement de combattants dans des centres temporaires jusqu'au regroupement des troupes dans des camps conçus à cette fin (sites de cantonnement, campement, zones de rassemblement ou caserne). La deuxième étape de la démobilisation englobe les mesures de soutien proposées aux démobilisés, que l'on appelle la réinsertion. Et un peu plus tard la réintégration.

2.3 La Réinsertion :

La Réinsertion est l'aide apportée aux ex combattants au cours de la démobilisation mais avant le processus à plus long terme de la Réintégration.

La Réinsertion est une forme d'aide transitoire permettant de couvrir les besoins de base des ex combattants et de leurs familles. Elle peut inclure des indemnités transitoires de sécurité, de la nourriture, des

vêtements, des services médicaux, un apprentissage à court terme, une formation, un emploi et des outils.

La Réintégration :

La Réintégration est le processus à travers lequel les ex combattants acquièrent un statut civil et retrouvent un emploi et des revenus stables.

C'est la phase la plus longue du processus de DDR. Il s'agit, essentiellement d'un processus social et économique sans échéance précise, à l'œuvre principalement au sein des communautés locales, et contribue à la réussite de la transition vers la paix. Elle s'inscrit dans le développement global d'un pays et relève de la responsabilité nationale, nécessitant souvent une aide extérieure à long terme.

La programmation de la réintégration joue un rôle important dans la promotion des possibilités, pour les ex combattants, de participer à la vie sociale, culturelle, confessionnelle et politique de leurs communautés, facilitant ainsi la réconciliation nationale, la confiance et l'harmonie sociale entre les ex combattants et les communautés locales. Il ne faut pas oublier de porter durant cette phase une attention particulière à la satisfaction des besoins des groupes vulnérables.

3. Cadre de mise en œuvre d'un programme de DDR :

Un programme DDR comprend quatre cadres interliés, il s'agit de :

- cadre Institutionnel
- cadre opérationnel
- cadre communicationnel
- cadre de suivi/évaluation

3.1 Cadre Institutionnel :

C'est dans ce cadre qu'il faut clairement définir les rôles institutionnelles et parties prenantes au programme (partenariat institutionnel, stratégiques, d'opération et de procédures ainsi que des responsabilités financières.

Il faut prendre en compte dans ce volet, la sélection et la mise en place des apports et du personnel, ainsi que la formation en amont et en cours d'emploi des cadres et des compétences nationales.

3.2 Cadre opérationnel :

C'est d'abord la mise en place des plans d'opération, de la méthodologie et des manuels de procédures, ainsi que la programmation des activités basées sur les résultats. Il faut inclure dans ce contexte l'identification des bénéficiaires, la sélection des structures d'encadrement, la formation et passation des marchés et au besoin l'identification et la formulation des micros projets communautaires. Aussi il faut nettement accorder une attention et des ressources spécifiques à la programmation de la réintégration dès le début du processus DDR.

Aussi les exigences de lancement du programme doivent être au complet, il s'agit de :

- liste des bénéficiaires éligibles (noms, emplacement géographique, nombre de personne à charge),
- carte d'identification de démobilisation émises et délivrées aux bénéficiaires,
- procédure de gestion, de suivi et d'audit en place pour la passation des marchés, le stockage, le transport et la distribution des marchandises,
- formulaires administratifs en place (par exemple, pour le contrôle des expéditions, les reçus des bénéficiaires,
- Entrepôts et centre de distribution identifiés et placés sous contrat,
- connaissance et compréhension du système local de transport.

3.3 Cadre communicationnel :

Il faut mettre en place un plan intégré de communication qui prend en compte la gestion de l'attente des ex combattants, le développement d'une communication de proximité, la forte implication des structures décentralisées dans les activités de sensibilisation et de communication, et faire de telle sorte que les programmes comportent des activités régulières de communication et de sensibilisation auprès de tous les intervenants, ainsi que le suivi et le feed back des interventions et des résultats en terme de rapport d'écoute.

Cadre de Suivi et Evaluation :

Il faut absolument mettre en place un mécanisme de suivi /évaluation durant le processus ainsi que dans la phase de la Réintégration.

Encadrement continu des bénéficiaires du programme doit être inclus comme un indicateur perceptible, l'évaluation permanente des interventions de terrain, la revue du projet ainsi que l'évaluation indépendante et finale.

4. Objectifs et résultats attendus d'un programme de DDR :

Les objectifs sont multiples mais les principaux sont :

- contribuer à la sécurité et à la stabilité en facilitant la réintégration des ex combattants et en créant un environnement propice à la réhabilitation et au relèvement ;
- redonner l'espoir en créant un climat de confiance entre les factions qui étaient en conflit et l'ensemble de la population ;
- éviter ou atténuer la réapparition de conflits violents ;
- contribuer à la réconciliation nationale dégager les ressources humaines et financières ainsi que le capital social nécessaire à la reconstruction et au développement.

Les résultats se résument à :

- la restauration de la stabilité et de la sécurité et la consolidation de la paix ;
- la réintégration des ex combattants est un processus qui crée des acteurs pour le développement plutôt que des bras destructeurs.
- Pour les ex combattants, le revenu et l'aptitude à gagner un revenu constituent l'un des facteurs les plus importants d'une réintégration réussie.

Cependant, il ne faut pas espérer que le DDR soit à lui seul être capable de prévenir d'autres conflits et rétablir entièrement la stabilité. Il doit être accompagné d'autres réformes dans les domaines économiques, sociales, sécuritaires etc.....

5. Contextes spécifiques de la République Centrafricaine :

Une population de 3.800 000 habitants en majorité jeune (50°/° de la population à moins de 18 ans).

5.1. Présence de ressources naturelles significatives (diamant, or, bois, uranium, coton et café),

5.2. Situation de crise économique chronique depuis plus d'une décennie,

5.3. Série de troubles politico-militaires depuis 1996, et une paix toujours fragile et menaçante,

5.4. Détérioration de la sécurité publique dans un contexte de conflit régional (sud du Soudan, est du Tchad, République du Congo et la RDC),

5.5. Groupes de jeunes sans emploi et armés constituent diverses forces paramilitaires on informelles (rebelles, coupeurs de route, bandits).

6. Principaux résultats des programmes antérieurs de DDR et du PRAC au 28 février 2007 :

Dès le lendemain de la première mutinerie de 1997, le Gouvernement de la République Centrafricaine, a initié un programme concerté de récupération des armes avec l'assistance internationale notamment la Mission de Suivi des Accords de Bangui (MISAB) et la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA).

Etant l'un des points de l'accord conclu entre le Gouvernement et les insurgés de l'armée nationale en janvier 1997, la MISAB a ramassé beaucoup d'armes et autres effets militaires.

Le dernier rapport de la MISAB au conseil de sécurité des Nations Unies a précisé que 1377 armes légères de petit calibre et un peu moins de 118 armes légères ont été récupérées.

Aucune arme ramassée par la MISAB n'a été détruite. Les armes collectées ont été transférées à la MINURCA en 1998.

Selon les Nations Unies, la MINURCA a récupéré 128 armes de petit calibre, 21 724 cartouches et 243 explosifs entre décembre 1998 et octobre 1999, quand bien même que son mandat ne contenait aucune référence explicite au ramassage des armes.

La MINURCA a procédé aux deux séances de destruction des armes collectées, respectivement en date du 16 juin 1999 et le 11 janvier 2000.

- de 2002 à 2003, le Gouvernement de la République Centrafricaine a lancé un nouveau programme destiné à récupérer les armes et à fournir des compétences commercialisables.

Les objectifs majeurs du Programme National de Désarmement et de Réinsertion (PNDR) étaient de récupérer environ 10 000 armes légères et d'offrir une formation pratique à 2000 personnes qui ont choisi d'y participer.

La PNDR a récupéré environ 1100 armes, 134 832 cartouches, 1361 grenades, 27 obus de mortier, 24 roquettes et 1 mine anti personnelle.

Deux cérémonies publiques de destructions des armes ont eu lieu dans le cadre du PNDR. La première a été organisée le 15 juin 2002, et a vu la destruction par le feu de 705 armes de petit calibre et 9 armes légères. Aucune munition ou explosif n'a été détruit car le PNDR ne pouvait assurer des conditions de sécurité suffisantes pour cette opération. Une seconde cérémonie a eu lieu le 25 juillet 2003. Le PNDR a déclaré avoir détruit 209 armes de petit calibre et 3 armes légères, ainsi que 134 352 cartouches, 1361 grenades, 27 obus de mortier, 54 roquettes et une mine anti personnel, et 212 personnes ont été entièrement formées et réinsérées dans la vie civile.

- En 2004, au travers de la lettre de politique générale du Gouvernement en matière de défense globale et du processus DDR, sous le pilotage de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CNDDR), le projet de réinsertion des ex combattants et d'appui aux communautés (PRAC), a été mis en œuvre, en République Centrafricaine, - il faut savoir que PRAC comprenait quatre principales composantes : la Démobilisation des ex combattants, la Réinsertion ou la

Réintégration, l'appui aux communautés et le projet de sécurité pour le développement,

- Il faut rappeler que les objectifs du PRAC étaient de contribuer à restaurer la paix et la sécurité en République Centrafricaine, et pour ce faire, il fallait démobiliser et réinsérer 7565 ex combattants et renforcer les capacités des communautés d'origine ou d'accueil de ces ex combattants.
- les principaux résultats du PRAC au 28 février 2007 se présentent de la manière suivante :
 - 192 ex combattants dont 42 femmes ont été démobilisés et réinsérés dans la préfecture de l'ouham pendé ;
 - 224 ex combattants dont 49 femmes ont été démobilisés et réinsérés dans la Préfecture de l'ouham,
 - 223 ex combattants dont 63 femmes ont été démobilisés et réinsérés dans la Préfecture de la nana Gribizi,
 - 402 ex combattants dont 141 femmes ont été démobilisés et réinsérés dans la Préfecture de la Kémo,
 - 6515 ex combattants dont 890 femmes ont été démobilisés et réinsérés dans la ville de Bangui et ses environs,
 - Dans le cadre d'appui aux communautés, 40 micros projets communautaires ont été entièrement construits ou réhabilités,
 - 297 armes collectées, 30 213 cartouches collectées, 224 grenades ramassées, 401 obus, 4 mines, 7roquettes et plus de 323 autres effets militaires dont 280 chargeurs.

Il faut remarquer que sur les 297 armes collectées, 39°/° de ces armes proviennent des ex combattants et 61°/° de la population civile.

Il faut remarquer que le plus souvent la conception et la mise en œuvre des programmes de récupération des armes en République Centrafricaine ont été mal conçues et leurs exécutions ont toujours posé de sérieuses difficultés. Il est aussi nécessaire de savoir que dans le cadre du PRAC, toutes les armes collectées ne sont pas encore détruites.

7. Enjeux, défis, perspectives et atouts de nouveau DDR dans le contexte Centrafricain:

Le rapport de l'atelier tenu au Palais de la CEMAC à Bangui les 3 et 4 mai 2007, sur les leçons apprises du PRAC et les pistes pour un

partenariat responsable et efficace, plusieurs solutions ont été trouvées pour la mise en œuvre des futurs programmes de DDR.

7.1 Enjeux et défis:

Le DDR des ex combattants est un processus complexe aux dimensions politiques, militaires, sécuritaires, humanitaires et socio-économiques. Il vise à relever le défi sécuritaire que posent les ex combattants qui, après un conflit, se retrouvent sans subsistance ni réseaux de soutien autres que ceux de leurs anciens condisciples, lors du passage critique de la guerre à la paix et au développement.

Le DDR cherche à assurer la réintégration sociale et économique des ex combattants de manière à ce qu'ils puissent devenir parties prenantes à la paix.

7.2 Perspectives :

- Il n'est un secret pour personne que le Gouvernement de la République Centrafricaine est entrain de préparer dans la sérénité la tenue d'un dialogue politique inclusif qui comprendra la majorité présidentielle, les partis politiques de l'opposition et les différents mouvements militaro-politiques, il faut prévoir au terme de cette assise un accord de paix global, entre le Gouvernement et les différents mouvements militaro-politiques, qui débouchera sur un programme DDR, des combattants issus de ces différents mouvements.

- Il est toujours nécessaire de rappeler que la Réforme des systèmes de Sécurité, entraînera dans sa mutation un programme de DDR qui comprendra les forces de défense et de sécurité ;
- Prévoir le lien entre le DDR et le Désarmement National et Communautaire, car même après un désarmement réussi au cours du processus DDR, un grand nombre d'armes illégales demeurent aux mains des civils ou des ex combattants qui n'ont pas rendues toutes les armes, d'où nécessité d'une campagne nationale plus vaste d'enregistrement et de contrôle, de collecte et de destruction des armes. Par exemple la mise en œuvre opérationnelle du PRAC, notamment dans son volet désarmement, a été une occasion de constater que de nombreuses armes légères et de petit calibre circulent illégalement à travers le pays

7.3 Atouts :

Il faut noter la maturité du contexte national dans l'élaboration et la mise en œuvre réussie d'un nouveau programme de DDR. Les avantages sont les suivants :

- existence d'un manuel de meilleure pratique d'un programme de DDR en République Centrafricaine, au niveau de la Commission Nationale de DDR,
- existence d'une base de données statistiques disponibles au niveau de la Commission Nationale (DREAM),
- expériences avérées des cadres Centrafricains en la matière.

8. Conclusion :

La réussite d'un programme de DDR est de renforcer la sécurité nationale et communautaire en aidant les ex combattants à trouver un rôle nouveau et positif dans la société, de telle sorte que les bras destructeurs deviennent des bras constructeurs.

Tous les partenariats et synergies sont vivement recherchés et encouragés, par ce que un programme de DDR réussi constitue, des préalables à la croissance durable et à la réduction de la pauvreté, et par contre un programme non réussi ou bâclé est souvent sources de conflits très violents et dévastateurs.

Tant que le DDR effectuera dans le cadre de la transformation des forces de défense et de sécurité, est plutôt un outil de gestion de conflit performant et efficace au respect des normes d'un état de droit.